

Retraités dans la rue, le 29 septembre, Une initiative réussie !



Nous étions entre 300 (d'après la police) et 350 (d'après nos comptages) dans la rue pour montrer notre mécontentement et exiger la revalorisation des pensions de retraites.

En tout cas, nous avons largement dépassé le cercle des « habitués » et nous avons rassemblé de nombreux retraités qui ne sont pas coutumiers des manifestations. C'est un excellent début.

- C'est le résultat de la campagne menée (conférence de presse, collage d'affiches, distributions de tracts ...) qui a reçu un bon accueil sur les marchés, devant les centres commerciaux.
- C'est aussi l'expression d'un mécontentement qui monte, à l'heure où Mme Touraine, ministre de la santé, se réjouit d'un excédent prévisionnel de 1,6 milliard € en 2017 dans les caisses de retraite de la sécu.

Les participants ont pris une part active à la réussite de cette manifestation, en prenant les pancartes et en signant les chèques de zéro euro (0,00 €) remis à leur permanence aux deux députés, Barbier et Bonnot.

L'action va se poursuivre dans les prochaines semaines, l'intersyndicale nationale ayant prévu de se réunir pour fixer les étapes suivantes de la mobilisation.

Ce qu'on a aussi fait le mois passé

Pêche, balade, bronzage, barbecue, musée :

Le 8 septembre à Brebotte, chacun avait le choix

Le 8 septembre, par un temps radieux, chacun des 23 participants a pu choisir une ou plusieurs activités, ou seulement de se dorer au soleil en discutant au bord de l'étang de Brebotte.

Un moment de détente et de convivialité, qui a un goût de revenez-y.

Merci à Françoise et aux organisateurs (Nelly, Denise, Daniel).



15 septembre : Contre la loi El Khomri, le combat continue



350 personnes dans les rues de Montbéliard à l'appel de CGT, FO, FSU pour dire qu'une loi mauvaise au printemps est toujours mauvaise après l'été.

Après l'adoption sans vote de la loi et sa promulgation, la mobilisation va prendre d'autres formes autour du mot d'ordre : *Loi travail ? Pas dans ma boîte !*

Un seul bémol : Compte-tenu de l'actualité de l'Alstom (voir ci-dessous) une manifestation commune à Belfort aurait sans doute mieux permis de marquer le coup.

Du 12 septembre au 4 octobre avec les Alstom

Les retraités ont été nombreux à manifester leur solidarité avec les salariés d'Alstom, dans les différentes manifestations à Belfort. Ce soutien et cette lutte ont été utiles.

Même si nous ne sommes pas dupes des manœuvres politiques et électorales, les commandes de l'Etat et le recul de la direction sur le transfert à Reichshoffen sont un premier succès pour les salariés, qui restent vigilants. Les déclarations de la CGT Alstom et de la fédération CGT de la Métallurgie sont disponibles sur notre site internet <http://retraitescgtpsa.free.fr>



Lundi 3 octobre : une journée à Ornans

Une sortie dite « culturelle » : c'était un peu une première pour notre section. 22 personnes ont répondu présentes.



Le matin, la visite de l'usine RIVEX d'Ornans spécialisée dans la fabrication de vis, goujons, rivets par un procédé de « frappe à froid » unique en France. Visite commentée par un responsable de la CGT Rivex Bernard Boillon.

L'après-midi, visite de l'exposition « Courbet et les impressionnistes ». Commentée par Christian Corouge qui nous a présenté Courbet (révolutionnaire engagé dans la Commune de Paris en 1871) et son œuvre, soucieuse de représenter les gens du peuple, et sans concession pour le pouvoir des bourgeois et des curés.

Une journée qui montre que la culture n'est pas un gros mot rébarbatif mais un instrument d'enrichissement personnel, d'éveil des consciences et d'émancipation. Merci à Christian d'avoir proposé et mis en place cette journée.

Au programme des prochaines semaines

Samedi 15 octobre : Stop au TAFTA et au CETA

C'est quoi ?

Il s'agit des projets d'accord entre l'Europe et les USA (TAFTA), entre l'Europe et le Canada (CETA), et qui visent à lever « toutes les entraves au commerce et aux profits des multinationales. »

Ainsi au nom de la liberté du commerce, les multinationales américaines ou canadiennes pourraient commercialiser en Europe leur bœuf aux hormones, leur poulet au chlore et les céréales, fruits et légumes génétiquement modifiés (OGM) qui y sont jusqu'à présent interdits.



Mais ce sont aussi les règles sociales et fiscales qui sont visées. En effet, les multinationales pourraient porter plainte contre les pays qui prennent des mesures contraires à leurs profits. Ce système a déjà été mis en place ailleurs. Ainsi Véolia, qui assure la collecte des déchets à Alexandrie, a porté plainte contre l'Égypte, qui a eu le tort d'augmenter son salaire minimum (SMIC) !

De la même façon une multinationale américaine du pétrole a porté plainte contre le Canada parce que la province du Québec interdit l'exploitation du gaz de schiste.

Il ne fait pas de doute qu'avec le TAFTA et le CETA, la France, qui dispose encore d'un salaire minimum, d'un système d'assurance maladie et d'un système de retraite par répartition sera au banc des accusés, pour ces entraves insupportables aux profits des multinationales. **Et les gouvernements y trouveront un excellent prétexte pour poursuivre et aggraver la régression sociale.**

Partout en Europe, le mouvement de protestation s'organise, et le Congrès des syndicats canadiens s'est prononcé contre un accord qui vise à démanteler les règles sociales des 2 côtés de l'Atlantique.

En France, un collectif STOP TAFTA regroupe des syndicats (dont la CGT) des associations de consommateurs, des associations écologistes et des partis politiques. Les vidéos sur <http://retraitescgtpsa.free.fr>

Le samedi 15 octobre sera une journée nationale d'information et d'action pour faire connaître à la population les dangers de ces projets d'accord qui sont actuellement négociés en secret par la Commission Européenne. A Paris, une manifestation est prévue à 15H Place Stalingrad.

A Montbéliard, rendez-vous samedi 15 octobre à partir de 14H dans la rue piétonne pour des projections publiques de vidéos et la distribution de documents explicatifs.

Mardi 8 novembre : Défendre le service public de santé !

Depuis des années, notre service public de santé est attaqué avec la fermeture des hôpitaux de proximité, les suppressions de services et de lits, et les restrictions sur le personnel, au détriment des conditions d'accueil des usagers. Sans parler des consultations privées (avec dépassements d'honoraires) au sein même de l'hôpital public.

Notre région est directement impactée avec la fermeture des hôpitaux de Montbéliard et Belfort, remplacés par un hôpital unique à Trévenans, sous-dimensionné, difficile d'accès et avec parking payant. Le scandaleux « partenariat avec le privé », permettra à Vinci, qui avance 44,2 millions pour la construction, de récupérer 6,2 millions de loyers pendant 25 ans soit 155 millions. 3 fois ½ le prix ! Au détriment du budget de l'hôpital, de son équipement et de son personnel ! Alors que les fonds publics vont aux cliniques privées !

Mardi 8 novembre est une journée nationale d'action à l'appel des fédérations de la santé CGT, FO et Solidaires. Ne laissons pas le personnel de l'hôpital de défendre seul le service public de santé.

Notre section s'associe à cette journée, en participant au rassemblement qui sera organisé devant l'Agence Régionale de Santé (ARS) à Besançon.

Nous vous tiendrons informés des modalités qui seront définies : Bus ? Horaires ? ...

Du côté du groupe PSA et de Sochaux

PSA : Le projet de PERCO a du plomb dans l'aile.

Le projet de retraite supplémentaire par capitalisation, envisagée par la direction PSA (voir notre Courrier des retraités n°21) a fait l'objet d'une première réunion le 20 septembre. A cette occasion, la direction a indiqué qu'elle ne souhaitait pas mettre la main à la poche pour abonder les versements des salariés. Autant dire que dans ces conditions, le dispositif ne présente plus le moindre intérêt pour personne.

Sochaux : La CGT met fin aux agissements plus que douteux d'un médecin du travail.

Cet été, plusieurs jeunes, travaillant à l'usine comme scolaires, ont alerté notre syndicat sur les paroles et gestes déplacés d'un médecin du travail lors de leur visite d'embauche. La CGT a aussitôt alerté la direction de Sochaux, dont l'enquête a confirmé les faits. Le médecin a été mis en congé et la direction lui a demandé de démissionner, ce qu'il a fait. Si notre syndicat a fait son travail, nous ne sommes pas totalement satisfaits de la « solution » trouvée par la direction, qui se contente de « faire passer le mistigri ».

Sochaux : Les salariés de l'expédition-voitures mis en vente.

L'an dernier, les 92 salariés qui chargent les voitures sur les camions et les trains ont été « mis à disposition » de GEFCO auquel PSA a sous-traité l'activité. Cette année, la direction leur met le couteau sous la gorge en demandant leur transfert chez GAS, une société fantôme, filiale de GEFCO, créée pour l'occasion, avec perte de rémunération et changement de convention collective. Les récalcitrants sont menacés d'être envoyés en chaîne, au montage. La CGT revendique le maintien des salariés à leurs postes et sous contrat PSA.

Sochaux : L'extraordinaire don d'ubiquité des élus FO-CFTC-CFE/CGC

En septembre, lors de la mise en place de l'Instance de Coordination des CHSCT (ICCHSCT), chaque comité d'hygiène et de sécurité devait élire 3 titulaires et 3 suppléants. La CGT, première organisation syndicale de l'usine, devait donc en toute logique, être assez bien représentée dans cette instance chargée de donner un avis pour chaque projet important touchant plusieurs secteurs.

Sauf que la direction a déclaré élus titulaires et élus suppléants les mêmes candidats FO, CFTC, CGC qui se sont présentés 2 fois ! Ainsi, si le titulaire Louis MARTIN de FO est absent, c'est au suppléant Louis MARTIN de FO de le remplacer !! Du grand guignol !

Notre syndicat a saisi le Tribunal d'instance pour mettre fin à cette manœuvre grossière de la direction PSA pour écarter les représentants CGT.

Flexibilité : Même les jours fériés !

Pour des raisons fiscales (impôt sur les stocks) la direction fait « chômer » (H- modulation) les salariés du système 1 (308) du 24 au 31 octobre. Dans le même temps, le système 2 (3008) fait des H+ à gogo, y compris le 1^{er} novembre ! Avec le NEC, c'est au coup de sifflet que les salariés travaillent ou non.

Pays de Montbéliard : Inquiétude pour les salariés de Peugeot Motocycles (PMTC)

Avec 56 jours chômés en 2016, on est bien loin des belles promesses faites par la direction PSA lors de la vente de PMTC au groupe indien Mahindra. L'annonce qu'il n'y aura pas de plan de licenciements « d'ici la fin de l'année » n'est pas faite pour rassurer. Tout cela sur fond de tractations entre les industriels du scooter et le gouvernement, pour obtenir une fiscalité plus avantageuse sur les scooters électriques, comme cela existe pour les voitures... A suivre (malheureusement).

A noter sur votre agenda

- Samedi 15 octobre : Information STOP-TAFTA-CETA à partir de 14H rue piétonne à Montbéliard.
- Vendredi 21 octobre. Pour info : Conférence débat « *Identité-laïcité : Sommes-nous en guerre ?* » avec Roger Martelli à 20H15 salle Gandhi à Audincourt (organisé par l'Atelier)
- Samedi 22 octobre. Pour info : Spectacle « *Résistances* » à 20H30 à la salle des fêtes d'Héricourt (organisé par les Amis de l'Humanité).
- Jeudi 27 octobre à 14H au syndicat de Sochaux : Réunion du collectif
- Mardi 8 novembre : Défense du service public de santé

